

L'essor des "mauvais emplois" ou la polarisation en marche

 blogs.alternatives-economiques.fr/peugny/2018/10/16/l-essor-des-mauvais-emplois-ou-la-polarisation-en-marche

- Camille Peugny
- 16/10/2018

Jusque tard dans les années 1980, la cause semblait entendue : les sociétés post-industrielles seraient des sociétés « moyennes » construites sur les décombres des classes sociales dont certains prononcent allègrement l'oraison funèbre dès les années 1960. Portées par la tertiarisation rapide de l'économie qui accompagne les Trente glorieuses, déjà travaillées par les progrès techniques et technologiques, les sociétés dites « de la connaissance » verraient se diffuser rapidement la part des emplois les plus qualifiés et décliner inexorablement celle des emplois « les moins qualifiés » aux conditions de travail les plus pénibles.

Depuis vingt ans, désormais, nombreux sont les travaux qui dans les sciences sociales décrivent « le retour des classes sociales ». Dès lors que se referme la période de forte croissance, dès la seconde moitié des années 1970, les inégalités réapparaissent dans toute leur ampleur : de toute évidence, les classes sociales avaient été « enterrées vivantes[1] ». Les débats autour de la polarisation de la structure de l'emploi, vigoureux depuis le début des années 2000, viennent particulièrement mettre à mal les théories dites de la « moyennisation » des sociétés occidentales. Si la part des emplois les plus qualifiés a fortement augmenté dans tous les pays occidentaux au cours des dernières décennies, considérer que cette progression témoigne d'une aspiration univoque vers le haut de la structure sociale de ces pays serait une erreur. Ainsi, dès le milieu de la décennie 2000, des travaux démontrent que la part des emplois « les moins qualifiés » a sensiblement augmenté aux Etats-Unis et au Royaume-Uni au cours des dernières décennies, décrivant ainsi une forme de polarisation de la structure de l'emploi (au détriment des emplois dits de « qualification intermédiaire »). Le cas des autres pays européens suscite quant à lui davantage de controverses, certains pays semblant concernés par des formes marquées de polarisation, tandis que d'autres demeureraient relativement épargnés par une telle dynamique.

Les données des Labour Force Survey d'Eurostat ainsi que l'utilisation de la nouvelle nomenclature socioéconomique européenne ([le projet ESeG pour *European Socioeconomic Groups*](#)) permettent en tout cas de prendre la mesure de l'évolution de la part des professions dites « les moins qualifiées » dans les principaux pays européens. En effet, les « professions peu qualifiées » (*less qualified employees* dans la version en anglais) constituent l'une des sept catégories d'actifs que compte la nomenclature dans son niveau le plus agrégé. Par rapport à notre nomenclature française des catégories socioprofessionnelles, cette catégorie présente l'originalité de regrouper des ouvriers et des employés, caractérisés par le fait qu'ils occupent des emplois peu qualifiés, offrant des conditions d'emplois précaires et des conditions de travail pénibles. On y trouve les

ouvriers les moins qualifiés de l'industrie et de l'artisanat ainsi que les employés de la propreté et du ménage (qu'il s'agisse du nettoyage industriel ou du ménage chez des particuliers), les employés du commerce et de la vente ou encore la frange la moins qualifiée des services à la personne.

Dans sept des douze pays européens considérés, la part de ces professions peu qualifiées au sein de la population active a sensiblement augmenté entre 1993 et 2013[2]. Cette proportion passe de 21% à 24% en Espagne, de 17% à 20% en Autriche, de 15% à 19% en France, de 16% à 19% en Allemagne, de 14% à 18% en Italie, de 11% à 17% en Grèce ou encore de 11% à 14% en Suède. Ainsi, même si la proportion des salariés les plus qualifiés (les *managers* et les *professionals* au sens de la nomenclature ESeG) a sensiblement augmenté dans ces pays au cours de la période considérée, il n'est pas possible de conclure à une dynamique univoque d'aspiration vers le haut de la structure sociale. Plus encore, dans la mesure où certains pays ont également connu une érosion marquée de la part des emplois de qualification intermédiaire, dans le monde des bureaux ou dans celui de l'industrie, il est possible de décrire des dynamiques avérées de polarisation de l'emploi. C'est notamment le cas de la France, qui sur la même période, a vu la proportion d'ouvriers qualifiés de type industriel passer de 20% à 12% et celle des employés administratifs diminuer de 6 points pour s'établir à moins de 10% de la population active.

Nous le savions, mais voici une preuve supplémentaire que les classes sociales n'ont pas disparu : dans plusieurs pays européens, la part des salariés exerçant leur travail dans des conditions dégradées et précaires, les plaçant bien souvent à la marge même du salariat, a sensiblement augmenté. Au-delà, pour aller jusqu'au bout de la comparaison entre pays, il convient de mieux décrire la variété des conditions d'emplois. Ainsi, en France et dans les pays du sud de l'Europe, entre 30% et 40% des salariés du secteur des services à la personne déclarent travailler à temps partiel faute d'avoir trouvé un emploi à temps plein. En Finlande et au Danemark, cette proportion de temps partiel subi dépasse à peine les 10%. La cause ? En grande partie, les politiques publiques. En France, la Loi Borloo de 2005 qui définit le périmètre du secteur des services à la personne se donne comme objectif de doubler le rythme de croissance du secteur, grâce à une politique toute entière tournée vers les aides aux employeurs (particuliers ou entreprises) via les allègements de charges et d'impôts mais qui laisse assez largement sans réponse la question des conditions d'emploi des salariés. A l'inverse, la relative qualité des emplois dans le secteur des services à la personne au Danemark et en Finlande est probablement liée à la tradition de municipalisation de ces emplois qui permet à plus de 80% des salariés concernés en Finlande de bénéficier de la convention générale du secteur municipal et d'éviter un émiettement du travail comparable à ce qui peut être observé en France ou en Espagne[3].

Pour faire simple, nulle fatalité à ce que les emplois dans le secteur des services, et singulièrement dans celui des services à la personne, dont le temps de travail est souvent acheté par les classes supérieures, restent à la marge du salariat : il est aussi question de volonté politique...

A lire également
